



**La fille de Staline a été dissimulée aux médias suisses; aux États-Unis, en revanche, son séjour a commencé par une conférence de presse.**  
 Wikimedia

# Madame Staehelin, fille de Staline

La fille de Staline se rendit en Suisse au printemps 1967. Au beau milieu de la guerre froide. Récit d'une situation diplomatique délicate.



**Thomas Bürgisser** →

Thomas Bürgisser est historien au centre de recherche consacré aux documents diplomatiques de la Suisse (Dodis).

**I**l fallait faire vite. Le 7 mars 1967, John S. Hayes, ambassadeur des États-Unis à Berne, sollicita une audience «de toute urgence» auprès du conseiller fédéral Willy Spühler. L'Américain exposa la situation au chef du Département politique fédéral (DPF), devenu aujourd'hui le Département fédéral des affaires étrangères ou DFAE) au cours de l'entrevue: Svetlana Allilouïeva, l'unique fille de Staline, avait profité de son séjour en Inde au décès de son compagnon pour demander l'asile politique à l'ambassade américaine de New Delhi. Voilà une situation inédite! Une défection de haut niveau qui pourrait difficilement être plus embarrassante pour Moscou. Une femme de l'intérieur disposant très certainement d'informations compromettantes sur la vie privée de la direction du Kremlin demandait la protection des États-Unis. Le grand triomphe du «monde libre», pourrait-on penser. Or il n'en fut rien...



**La demande d'asile émanant des États-Unis pour Svetlana Allilouïeva...**  
 Dodis

**... mit le conseiller fédéral Willy Spühler sous pression.**  
 Musée national suisse / ASL

Depuis 1963, Washington et Moscou tentaient d'opérer un rapprochement avec une «politique de détente», notamment en matière de désarmement. La diplomatie américaine ne vit donc pas d'un très bon œil qu'une transfuge en la personne de Svetlana Allilouïeva vienne soudain interférer dans le plan initial, mettant ainsi le Kremlin dans une position délicate. D'autant que la jeune femme transportait un bagage explosif: le manuscrit de ses mémoires, qu'elle comptait publier sous le titre *«Vingt lettres à un ami»*. Il fallait à tout prix éviter de «pressurer» cette ressource ainsi que la personne de Svetlana «dans l'intérêt de la guerre froide», c'est du moins l'assurance que la *State Department* donna en secret à Moscou. C'est la raison pour laquelle Washington ne voulut pas laisser entrer la fille de Staline aux États-Unis. C'était sans compter sur l'intervention de la Suisse.



**La fille unique de Staline, Svetlana, ici sur une photo datant de 1935, plongeait l'Occident dans un embarras diplomatique.**  
 Wikimedia

L'ambassadeur John S. Hayes en appela à la tradition humanitaire de la Confédération helvétique et pria Willy Spühler d'accueillir Svetlana Allilouïeva en Suisse – au moins temporairement – en raison de cette situation délicate. Pressé par le temps, le conseiller fédéral décida de donner suite à la requête des États-Unis, à condition que la fille de Staline ne séjourne pas en Suisse en tant que réfugiée, mais avec un visa touristique «à des fins de repos» et qu'elle s'engage par écrit à renoncer à toute activité politique et à toute publication. De leur côté, les États-Unis devaient s'engager à organiser «la poursuite de son voyage» dans les trois mois.

## Un séjour «à des fins de repos»

Svetlana Allilouïeva embarqua dans un vol charter et atterrit le 11 mars 1967 à Genève. Sa «prise en charge en toute discrétion par la police fédérale», telle que souhaitée par le DPF, fut inutilement compliquée, car la presse avait eu vent de son arrivée et une nuée de journalistes l'attendait à l'aéroport. Svetlana fut emmenée le jour même dans l'Oberland bernois et logée sous un faux nom à l'hôtel *Jungfraublick* de Beatenberg.

Ludwig von Moos, chef du Département de justice et police, tint une conférence de presse au cours de laquelle il insista sur le fait que madame Allilouïeva avait besoin de repos et qu'elle souhaitait ne pas être dérangée. Le conseiller fédéral chargea le juriste bâlois Antonino Janner, haut fonctionnaire du DPF et ancien chef de la «Section Est» du Département, de s'occuper de la «vacancière».

L'intérêt des médias suisses et internationaux fut le premier problème auquel Janner fut confronté. Très vite, l'Oberland grouilla de reporters déchainés, d'éditeurs et sans doute aussi d'agents secrets. La police fédérale fut contrainte de transférer la fille de Staline «sous couvertures» et de la cacher par la suite sous le pseudonyme de «Miss Carlen d'Irlande», d'abord au couvent des sœurs Clarisses à Saint-Antoine, dans le district de la Singine, puis au monastère de la *Visitation* à Fribourg. La presse était en ébullition; le *«Blick»*, en particulier, fulminait contre cette «opération de dissimulation des autorités destinée à dupler l'opinion publique». Pour ce journal à scandale, les récits croustillants de Svetlana Allilouïeva étaient «une bombe ambulante à retardement pour la politique» et devaient figurer dans les colonnes de sa rubrique de potins. Selon le *Blick*, tout ce qui faisait obstacle relevait d'une «volonté arbitraire des autorités». À la Confédération de Berne, on contre-argumentait en invoquant la protection de sa personne et on critiquait àprement cette «chasse à l'homme» menée par ces «bandits» de journalistes.

## Intérêts d'État versus libertés individuelles

Le gouvernement se trouva devant un dilemme: il fallait peser le pour et le contre entre intérêts d'État et libertés individuelles. Janner rédigea deux notes secrètes pour la séance du Conseil fédéral du 17 mars qui expliquaient ceci: «La tragédie de Svetlana, c'est que nous ne rendons pas service qu'aux États-Unis actuellement, mais également à l'Union soviétique, ce rien qu'en réduisant Svetlana quasiment au silence et en la coupant du monde extérieur, même si elle n'a plus d'autre choix que de donner son accord». Anticomuniste strict et très helvétique dans sa conception de la guerre froide, Janner ne pouvait se complaire dans cette «attitude sans aucun doute très confortable». Il plaida contre une raison d'État qui incitait la Suisse à se mettre au service des intérêts des grandes puissances aux dépens de Svetlana Allilouïeva. Au lieu de cela, il proposa de libérer la fille de Staline de son «vœu de silence». Selon lui, Berne devait se rappeler la tradition de son pays en matière de liberté, ajoutant que «le bénéfice moral serait sans doute immense pour la Suisse». Il était pour cela prêt à risquer de brusquer les États-Unis et à accepter une rupture des relations avec l'URSS.

Tout ceci allait trop loin pour le Conseil fédéral. Depuis le début de la «politique de détente», le commerce extérieur de la Suisse s'intéressait de plus en plus aux échanges avec l'Est. «Nos relations avec l'URSS comptent plus que le statut de madame A.», rapporta le conseiller fédéral Nello Celio dans un procès-verbal. Alors, que faire? Moscou passa par les services secrets pour s'adresser directement au chef du service des renseignements suisses, le colonel brigadier Pierre Musy, et lui proposer la «seule solution raisonnable». L'officier du KGB de haut rang Michail Rogov, une «vieille connaissance» de Pierre Musy, pria les autorités suisses de faire en sorte de convaincre Svetlana Allilouïeva, considérée selon lui comme «partiellement irresponsable de ses actes», de retourner en Union soviétique, avec l'assurance d'un retour au *statu quo ante*. Le Kremlin fit de plus en plus pression sur ses cercles diplomatiques et menaçait la DPF d'une dégradation des relations.



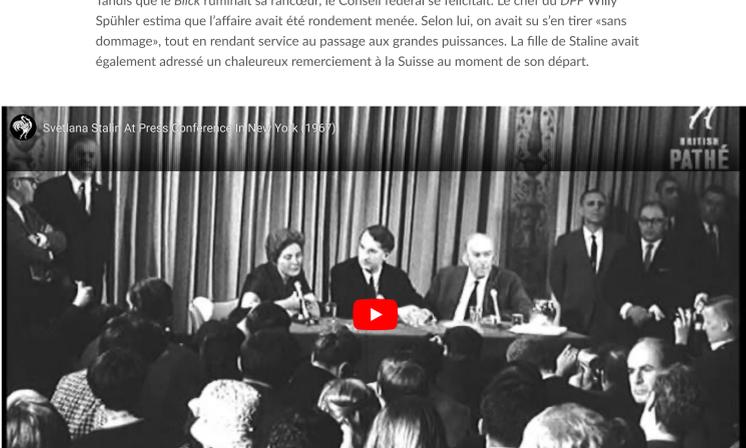
**Les libertés individuelles de Svetlana Allilouïeva...**  
 Wikimedia



**... ne devait pas menacer les relations avec l'URSS pour le conseiller fédéral Nello Celio.**  
 Musée national suisse / ASL

Durant la semaine sainte, les États-Unis dépêchèrent leur plus grand spécialiste de la Russie, George F. Kennan, en mission secrète en Suisse afin de négocier avec les autorités et à avec Svetlana et de discuter de «la prise en charge». Toutes les parties tombèrent rapidement d'accord sur la question centrale de la publication des mémoires. Kennan convint que ces dernières représentaient moins un document des mémoires qu'un «ouvrage littéraire éclairé et extrêmement précieux d'un point de vue historique» et qu'elles pourraient donc être publiées aux États-Unis. En contrepartie, les autorités suisses autorisèrent Svetlana Allilouïeva à négocier en amont avec la maison d'édition et à demander la traduction en anglais, ce qui était la moindre des choses pour Janner. Selon lui, la traduction en tant que telle ne pouvait être considérée comme une activité politique.

Ce polar diplomatique des services secrets prit fin pour la Suisse au bout de six semaines, le 21 avril 1967, lorsque Svetlana prit un avion de la *Swissair* à destination de New York sous le pseudonyme de «madame Staehelin». Sur place, la presse américaine récolta les lauriers refusés aux médias suisses: Svetlana Allilouïeva s'empressa de donner des interviews au *DPF*. Tandis que le *Blick* ruminait sa rancœur, le Conseil fédéral se félicitait. Le chef du sur Willy Spühler estima que l'affaire avait été rondement menée. Selon lui, on avait su s'en tirer «sans dommage», tout en rendant service au passage aux grandes puissances. La fille de Staline avait également adressé un chaleureux remerciement à la Suisse au moment de son départ.



**Conférence de presse de Svetlana Allilouïeva à son arrivée aux États-Unis en avril 1967.**  
 YouTube / British Pathé

Toutefois, dans son calcul, le Conseil fédéral n'avait pas résolu le «problème de la liberté humaine» qui, d'après les notes laissées par Antonino Janner, était le point essentiel dans le cas de Svetlana Allilouïeva. Il nota que la fille de Staline finit par se sentir encore prisonnière dans «l'Occident libre» qu'à Moscou.

Le livre de Svetlana, *«Vingt lettres à un ami»*, parut à l'automne 1967 et devint un bestseller. Si la fille de Staline gagna son indépendance financière, elle ne fut jamais vraiment heureuse. Peut-être aussi parce que son souhait de s'installer plus tard en Suisse ne se réalisa jamais, les autorités suisses ayant rejeté sa demande. En 1984, Svetlana Allilouïeva rentra brièvement en Union soviétique avant de finalement retourner aux États-Unis, où elle mourut en 2011 dans une maison de retraite, dans la solitude et la pauvreté.

Cet [article](#) a été publié pour la première fois par Thomas Bürgisser dans le WOZ en décembre 2011. Il se fonde sur [des documents](#) du centre de recherche Documents Diplomatiques Suisses (*Dodis*) et a été complété par un autre [article](#) paru dans le WOZ en mars 2017 ainsi que par d'autres [documents](#) issus du *Dodis*.

Publié le: 30.04.2024